

Séance du conseil municipal du vendredi 28 septembre 2012

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille douze, le vingt-huit septembre, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents :

MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Jean-Pierre LACROIX, Eliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Martine RACHDI, Hélène DE MUNCK, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Isabelle DRISSI, Franck GAY, Alain PARAILLOUS ;

Étaient absents :

MM. Christiane MORIZET, Alexandrine BARBEDETTE, Mohamed LAHSAINI, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI, Alain REGINATO ;

Pouvoirs de vote :

Mme Christiane MORIZET à M. André CASTAGNOS
Mme Josiane MORTZ à M. Franck GAY
M. Alain REGINATO à M. Alain PARAILLOUS

Madame Martine RACHDI a été élue Secrétaire de séance.

Le conseil municipal approuve le procès verbal de la séance du 17 juillet 2012.

SERVICES

Mise en œuvre du Procès Verbal électronique (PVE) : adoption convention avec l'ANTAI

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

– Compétences du policier municipal :

La Commune d'Aiguillon a recruté depuis 2011 d'un agent de police municipale, qui a pour missions d'exécuter, dans la limite de ses attributions et sous son autorité, les tâches relevant de la compétence du maire que celui-ci lui confie en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques. Il est notamment appelé à régler la circulation à l'intérieur du territoire communal, sur les voies autres que les autoroutes. L'exercice de ces attributions ne fait pas obstacle à la compétence générale de la police nationale et de la gendarmerie nationale.

L'agent de police municipale peut également constater par procès-verbal certaines infractions déterminées : infractions aux arrêtés de police du maire, infractions au code de la route, entrave à la libre circulation sur la voie publique ; autres contraventions réprimées par le code pénal ; etc (police de la salubrité).

En matière d'infractions au code de la route, le pouvoir de verbalisation des agents de police municipale a été élargi : ceux-ci disposent dorénavant d'une compétence générale pour constater et verbaliser, sur le

territoire de la commune, sur les voies autres que les autoroutes, toutes les contraventions en relevant, sauf exceptions.

Contraventions : régime juridique :

Une **contravention**, en droit pénal français est la catégorie d'infractions la moins grave — les deux autres catégories d'infractions étant le délit et le crime - où la peine principale encourue est inférieure à 3 000 euros d'amende. Ce type d'infraction, dit "contraventionnel" ne se réduit pas aux seules infractions à la sécurité routière, ni à l'écrit remis au contrevenant, par l'agent verbalisateur qui constate l'infraction.

Le législateur français, en fixant les grands principes des contraventions, a décidé de distinguer les contraventions en 5 classes, de la moins grave à la plus importante.

Le montant de l'amende contraventionnelle est déterminé par la loi française selon la classe de la contravention commise :

<i>Classification des contraventions</i>	<i>Montant de l'amende</i>
1 ^{re} classe	38 € au maximum
2 ^e classe	150 € au maximum
3 ^e classe	450 € au maximum
4 ^e classe	750 € au maximum
5 ^e classe	1 500 € au maximum (3000 € au maximum en cas de récidive)

L'amende forfaitaire : l'auteur d'une contravention des 4 premières classes dont la liste est fixée par décret, évite toute poursuite en s'acquittant d'une amende d'un montant déterminé à l'avance dans un délai de 45 jours à compter de la constatation de l'infraction ou de l'envoi de l'avis de contravention :

	<i>Amende forfaitaire minorée</i>	<i>Amende forfaitaire</i>	<i>Amende forfaitaire majorée</i>	<i>Maximum</i>
1^{re} classe*	pas de minorée	11 € (17 € en cas d'infraction liée au stationnement)	33 €	38 €
2^e classe*	22 €	35 €	75 €	150 €
3^e classe*	45 €	68 €	180 €	450 €
4^e classe	90 €	135 €	375 €	750 €

* Sauf contraventions en matière d'arrêt et de stationnement.

Modernisation du paiement des amendes : le Procès verbal électronique (PVE)

Un rapport gouvernemental de 2005 sur la modernisation du paiement des amendes dénonçait la procédure manuelle. En effet, elle peut apparaître critiquable pour le contrevenant et présenter un caractère d'efficacité réduite :

- une mauvaise qualité de service rendu pour le contrevenant : la carte peut être perdue, le paiement par timbre amende n'est pas sécurisé, un sentiment d'inégalité devant la sanction peut être ressenti du fait des interventions possibles à différents niveaux pour « faire sauter les PV » ;
- une efficacité réduite pour l'administration : la verbalisation actuelle est lourde, le paiement spontané est faible, le coût administratif de traitement est exorbitant et fait intervenir une chaîne multiple.

L'État a donc lancé en 2009 une expérimentation pour remédier à ces défauts et a imaginé le Procès Verbal Électronique (PVE), déployé progressivement sur l'ensemble du territoire en remplacement du PV manuscrit (timbre-amende). Avec le PVE, les agents constatent et relèvent l'infraction au code de la route par le biais d'outils spécifiques (interface de saisie sur ordinateur, appareil numérique portable, tablette PC, terminal informatique embarqué). Les données de l'infraction sont télétransmises au Centre national de traitement de Rennes, le propriétaire du véhicule étant identifié par le Système d'immatriculation des véhicules (SIV). L'avis de contravention est ensuite édité et envoyé automatiquement par courrier au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation. Le contrevenant doit alors payer l'amende (ou la contester en envoyant un courrier à l'officier du ministère public compétent en fonction du lieu où l'infraction a été relevée).

Le budget prévisionnel :

- équipement du poste informatique du PM pour saisie par internet sécurisé : 1.230 € TTC
- Fonds d'aide de l'État : participation financière de 50 % de la dépense d'acquisition.

La procédure : une convention à intervenir entre l'État - Agence Nationale de traitement Automatisé des Infractions (document joint en annexe) et la collectivité fixe les engagements réciproques des parties et marque le départ de la mise en œuvre du processus.

Il est prévu qu'un avis de verbalisation, à titre informatif, soit apposé sur le pare-brise du contrevenant.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après avoir entendu en séance le rapport de m. le maire, et en avoir délibéré**

24 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le décret n°2011-348 du 29 mars 2011 portant création de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions,

VU la loi n°2010-1658, loi de finances rectificative pour 2010 et notamment son article 3 prévoyant un fonds d'amorçage pour la mise en œuvre du PVE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2131-1, L3131-1 et L 4141-1, CONSIDÉRANT l'intérêt pour la collectivité de la mise en œuvre du PVE,

APPROUVE la mise en œuvre du PVE dont la date de mise en production sera planifiée en lien avec l'ANTAI ;

AUTORISE le maire ou son représentant à signer la convention avec l'ANTAI relative à la mise en œuvre du processus de la verbalisation électronique sur le territoire de la commune ;

AUTORISE le maire ou son représentant à signer tout marché ou toute commande de matériel, de formation et / ou de maintenance relatifs à la mise en œuvre du PVE ;

ADOpte le plan de financement suivant :

Coût prévisionnel total :

- équipement du poste informatique du PM pour saisie par internet sécurisé : 1.230 € TTC

Financement :

- État : participation financière de 50 % de la dépense d'acquisition, soit 514 €.

SOLLICITE une subvention de l'État au titre du fonds d'aide pour le financement des équipements pour mise en œuvre du Pve à hauteur de 50 % de la dépense d'acquisition, soit 514 € ;

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2012.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12



CONVENTION

Relative à la mise en œuvre du processus de la verbalisation électronique sur le territoire de la commune de

En vertu du décret N° 2011-348 du 29 mars 2011 portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions, celle-ci est chargée de la mise en œuvre de la verbalisation électronique et du traitement des messages d'infraction adressés par les collectivités territoriales.

Les parties à la convention

- Le Préfet du département de qui agit au nom et pour le compte de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ;
- Le Maire de la commune de

Article I : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique sur le territoire de la commune de

Article II : Engagements de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions s'engage à titre gracieux à :

- fournir, sur demande de la collectivité, le logiciel PVe pour PDA et tablette PC ainsi que le logiciel PVe pour ordinateur, aussi appelé application de gestion centrale (AGC) * ;
- fournir, sur demande de la collectivité, les documents de type guide d'utilisation à PVe pour les agents verbalisateurs et les chefs de service * ;
- fournir, sur demande de la collectivité, le modèle d'avis d'information * ;
- fournir la liste des natures d'infraction (natinf) prises en charge par le CNT ainsi que les mises à jour du logiciel PVe au moyen d'un procédé automatique ;
- traiter les messages d'infraction reçus par voie électronique au centre national de traitement (CNT) de Rennes ; éditer les avis de contravention (ACO) et tous les documents afférents, les affranchir et procéder à leur expédition ;
- recevoir et traiter les courriers en retour des contrevenants ;
- transmettre ces courriers à l'officier du ministère public (OMP) compétent et, le cas échéant, au juge de proximité ;
- archiver les documents relatifs aux avis de contravention ;
- le cas échéant, l'ANTAI ou l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) fournissent les cartes à puces pour les agents verbalisateurs.

* par l'intermédiaire du Préfet ou du prestataire de la collectivité territoriale validé par l'ANTAI

Article III : Engagements du Préfet

Le Préfet de département s'engage à :

- transmettre à la collectivité les « notes techniques de l'ANTAI » relatives à la verbalisation électronique prévues pour la mise en œuvre de la verbalisation électronique (éléments fournis par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions) ;
- fournir à la commune le modèle d'avis d'information (document à apposer sur le véhicule ayant fait l'objet d'une verbalisation) ;
- informer l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions de la démarche de la collectivité territoriale en vue d'adopter la verbalisation électronique, en particulier après la signature de la présente convention ;

ANTAI – novembre 2011

2/6

- effectuer le versement de la subvention prévue à l'article 3 de la LFR n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 (fonds d'amorçage) sur la base de la facture d'acquisition des terminaux par la commune et des informations de connexion au CNT transmises par l'ANTAI.

Article IV : Engagements du maire

Le Maire s'engage à mettre en œuvre les dispositions suivantes :

- acquérir les appareils nécessaires à la mise en œuvre de la verbalisation électronique, y compris leur maintenance et leur assistance technique ;
- prévoir l'acquisition des avis d'information (document à apposer sur le véhicule ayant fait l'objet d'une verbalisation) ;
- acquérir, le cas échéant, auprès d'un prestataire une station de transfert permettant d'assurer le transfert des messages d'infraction au CNT et l'identification par le CNT de l'origine des messages ;
- utiliser un dispositif de verbalisation électronique qui respecte l'intégrité de la chaîne de procédure pénale, c'est-à-dire un dispositif ayant fait l'objet d'une validation par l'ANTAI ;
- garantir que le dispositif mis en œuvre dans la commune ne porte pas atteinte à l'intégrité et la sécurité du CNT, c'est-à-dire d'utiliser un dispositif ayant fait l'objet d'une validation par l'ANTAI ;
- assurer la formation des policiers municipaux ainsi que leur enrôlement au sens de la sécurité des systèmes d'information ;
- transmettre au Préfet de département une copie de la facture correspondant à l'acquisition des terminaux en vue de bénéficier du fonds d'amorçage prévu à l'article 3 de la LFR n° 2010-1658 du 29/12/2010.

Le Maire s'engage à assumer les responsabilités suivantes :

- utiliser la connexion vers le CNT aux seules fins de la verbalisation électronique ;
- ne pas utiliser ce raccordement pour transmettre au CNT d'autres messages d'infractions (MIF) que ceux émis par les seuls services verbalisateurs de la commune, de l'intercommunalité ou le cas échéant des services de police municipale mutualisés avec une ou plusieurs communes ;

- assurer une responsabilité pleine et entière du contenu des messages d'infraction transmis au CNT (i.e. des informations d'infraction) ;
- ne pas tenter de modifier les éléments de sécurité relatifs à l'authentification d'origine de la connexion vers le CNT, ou relatifs à la provenance des messages d'infraction relevés par la commune et transmis au CNT. En particulier, ne pas altérer ni modifier les certificats d'authentification et de signature fournis par le CNT et utilisés pour authentifier l'origine des MIF ainsi que l'origine de la connexion ;
- maintenir la connexion vers le CNT en état de fonctionnement (raccordement de télétransmission vers le CNT de type VPN sécurisé via internet) ;
- procéder régulièrement aux mises à jour (base des natifs et logiciel PVe le cas échéant) fournies par l'ANTAI selon un procédé automatique.

Fait à le

Le Préfet

le Maire

PJ : une annexe de 10 règles de sécurité des systèmes d'information dans le domaine de la verbalisation électronique.

ANTAI – novembre 2011

4/6



Annexe sécurité

Ce document constitue l'annexe sécurité de la convention relative à la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique dans les collectivités territoriales.

Ce document rappelle au Maire dix règles de bonnes pratiques de sécurité des systèmes d'information. La mise en œuvre de ces règles permet de respecter les différents engagements du Maire, formalisés dans la présente convention. La gestion du PVe peut être déléguée à une personne désignée « personne en charge » dans ce document.

Ces règles ne constituent pas un ensemble exhaustif, mais permettent d'identifier les priorités de mise en œuvre.

Règles de sécurité des systèmes de verbalisation électronique :

- Seuls les agents habilités ont le droit de verbaliser à l'aide des terminaux de verbalisation électronique. Seuls ces agents doivent pouvoir accéder physiquement aux systèmes de verbalisation électronique (PDA, station de transfert, AGC, équipements réseau...) afin de les protéger contre le vol et le vandalisme.
- En cas de fin de contrat d'un agent verbalisateur ou en cas de changement d'activité, l'ensemble des équipements de l'agent devront être restitués. L'ensemble des droits et comptes associés à cet agent devront être supprimés (révocation).
- La personne en charge doit s'assurer de la bonne exécution des missions confiées à un prestataire de service dans le cadre de la verbalisation électronique, notamment

sur les aspects de sécurité des systèmes d'information, ainsi que sur la conformité légale et réglementaire des systèmes utilisés.

- En cas d'incident de sécurité majeur survenant dans la collectivité (panne totale, intrusion dans le système, vol de données, etc.), une déclaration d'incident rapide et formelle doit être effectuée auprès du prestataire de service. Après une rapide instruction, l'incident de sécurité devra être remonté par le prestataire de service à l'ANTAI.
- Il est fortement recommandé d'utiliser des équipements dédiés exclusivement à la verbalisation électronique. Si certains équipements sont mutualisés (réseau, station de transfert...), la personne en charge doit s'assurer de leur sécurisation, afin de ne pas dégrader le niveau de sécurité du CNT ni l'intégrité des données d'infraction.
- Les différents systèmes de verbalisation électronique doivent être équipés d'un antivirus et d'un antispyware maintenus à jour.
- La personne en charge doit s'assurer du respect des exigences de maintenance matérielle et logicielle des différents dispositifs utilisés pour la verbalisation électronique. Les systèmes d'exploitation, anti-virus, applicatifs et logiciels de verbalisation électronique doivent être maintenus à jour.
- L'accès aux systèmes d'exploitation des composants de verbalisation électronique doit être protégé par une authentification. Les sessions système doivent se verrouiller automatiquement en cas d'inactivité.
- Identifiants, certificats, cartes à puce doivent rester personnels et ne peuvent en aucun cas être prêtés. Les éléments secrets (code PIN, mot de passe) ne doivent en aucun cas être divulgués. Ils doivent immédiatement être modifiés en cas de soupçon de compromission ou de compromission effective.
- En cas de perte de support d'authentification (carte à puce), un signalement devra être effectué dans les plus brefs délais auprès du fournisseur de ce support. Après une rapide instruction, l'incident de sécurité devra être remonté par le prestataire de service à l'ANTAI.

ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE

Rapports annuels sur le prix et la qualité des services (RPQS) Adduction d'eau potable et assainissement – 2011 – secteur campagne (Syndicat Mixte Eau 47)

Monsieur le maire présente à l'Assemblée le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement et du service d'adduction d'eau potable relatifs à l'exercice 2011, dans la partie rurale de la commune. Ce rapport, qui comporte des indicateurs techniques et financiers, est destiné en priorité à l'information des usagers dans un souci de transparence.

Le Syndicat des eaux du sud du Lot, compétent pour cette partie du territoire, a rédigé ce rapport sur la base des rapports de ses délégataires SAUR (distribution d'eau potable) et LYONNAISE DES EAUX (assainissement).

Afin d'assurer la transparence du service public, ces rapports sont tenus à la disposition du public en mairie et sur le site internet.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

VU la loi n° 95 – 127 du 8 février 1995 et son décret d'application n°95-635 du 6 mai 1995 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement,

VU la délibération de transfert de compétence de l'assainissement et de l'eau potable dans la partie rurale de la commune au syndicat des eaux du sud du Lot,

VU la délibération du Comité syndical du 28 juin 2012 approuvant le contenu du rapport annuel 2011,

CONSIDERANT que le rapport doit être approuvé par le conseil municipal avant le 31 décembre et être ensuite tenu à la disposition du public,

PREND ACTE ET APPROUVE le rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'assainissement et de distribution d'eau potable (parties rurales) relatif à l'exercice 2011, rédigé par le Syndicat des eaux du sud du Lot, compétent.

MANDATE monsieur le maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport, qui fera notamment l'objet d'un affichage en mairie dans les 15 jours qui suivent sa présentation.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

URBANISME

Lancement procédure de modification du PLU de la Commune

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Les Lois n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain et n° 2003-590 du 2 juillet 2003, dite « Urbanisme et Habitat », ont modifié le régime juridique des documents d'urbanisme et notamment les plans d'occupation des sols (P.O.S.) devenus plans locaux d'urbanisme (P.L.U.).

La Commune est dotée d'un plan local d'urbanisme qui a été :

- approuvé le 21 septembre 2007,
- modifié à plusieurs reprises en date du 1^{er} février 2008, 27 mars 2009, 12 février 2010 et 19 juillet 2011,
- a fait également l'objet de deux modifications simplifiées en date des 12 février 2010 et 9 novembre 2010,
- ainsi qu'une révision simplifiée en date du 12 février 2010.

M. le maire précise qu'il est nécessaire à nouveau de procéder à la modification du document existant portant sur la correction de certains articles du règlement ainsi que sur la transformation d'une partie de la zone 2AU pour la classer en zone UB :

- **Modification du règlement** : en application des dispositions du décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011 pris pour l'application de l'ordonnance n°2011-1539 du 16 novembre 2011 relative à la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme, le règlement doit être modifié en supprimant les notions de surface hors œuvre brute et surface hors œuvre nette pour les remplacer par « **la surface de plancher** » concernant les articles suivants : **UX2 ; UX 12 ; 1AU 12 ; AUX2 ; AUX12 ; A2 ; N2 ; N9.**
- **Modification du plan de zonage** : transformation d'une partie de la zone 2AU en zone UB, située au lieu-dit « Plaine de la Civadère » pour permettre la constructibilité d'un terrain à proximité immédiate de la zone urbaine, sachant que les réseaux publics existent au droit de la parcelle concernée.

Conformément aux dispositions de l'article L 123-13 du Code de l'Urbanisme, cette procédure nécessite la notification du projet de modification, avant ouverture de l'enquête publique, au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président du Conseil Général ainsi qu'aux organismes mentionnés à l'article L 121-4 du même code.

Une réunion des personnes publiques associées devra être organisée avant le début de l'enquête publique.

L'approbation de la modification du P.L.U par le conseil municipal interviendra après l'enquête publique et après que le commissaire-enquêteur ait rendu son rapport et ses conclusions.

M. le maire demande aux membres du conseil municipal de se prononcer sur le lancement d'une procédure de modification du plan local d'urbanisme.

**Après avoir entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

24 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

VU la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains modifiée par la Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 sur l'urbanisme et l'habitat ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

VU la loi 2010-874 du 24 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche,

VU le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme,

VU l'article L 123-13 du Code de l'Urbanisme relatif à la modification des plans locaux d'urbanisme,

VU les pièces du dossier de modification ;

DÉCIDE d'engager une procédure de modification du P.L.U. ayant pour objet d'amender et compléter, notamment le rapport de présentation, le zonage ainsi que le règlement,

AUTORISE le maire à procéder d'une part à la saisine du Président du Tribunal Administratif pour qu'il désigne un commissaire-enquêteur, puis d'autre part à signer l'arrêté d'ouverture d'enquête publique,

DIT que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

Acquisition amiable à Jules MICHELOT d'une parcelle de 3 564 m² pour constitution d'une réserve foncière – Secteur « Plaine de la Civadère »

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

La Commune d'Aiguillon pourrait acquérir à l'amiable à M. Jules MICHELOT une partie de la parcelle cadastrée n° 437 de la section ZR, nouvellement cadastrée ZR n°515 d'une contenance de 3 564 m² sise au lieu dit « Plaine de la Cibadère » afin de réaliser une réserve foncière dans le but de créer de futures constructions réservées à l'habitat.

Ce terrain est situé actuellement dans la zone 2 AU du plan local d'urbanisme de la commune d'Aiguillon, zone naturelle peu ou non équipée destinée à l'urbanisation à moyen ou long terme réservée essentiellement à l'habitat, aux services et équipements collectifs non encore ouverte à l'urbanisation.

Leur urbanisation est subordonnée à une modification du plan local d'urbanisme ou lors d'une révision reclassant cette zone en 1 AU.

Les voies et réseaux divers sont inexistantes et n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone.

En ce qui concerne l'accès, ladite parcelle est desservie par la parcelle cadastrée n°492 de la section ZR, appartenant en indivision à Mme Fatima AISSASOUE et M. Saïd ARCHID, M. Vincent MICHELOT ainsi qu'à M. Jules Paul MICHELOT.

A cet effet, l'acte notarié à intervenir devra prévoir une clause précisant les conditions d'accès à la nouvelle propriété de la Commune sur la parcelle : ZR n° 492, soit en incluant la Commune d'Aiguillon dans l'indivision, soit en créant une servitude de passage.

Suite aux opérations de division et de bornage effectuées par M. Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- création de deux parcelles issues de la parcelle ZR 437, nouvellement cadastrées :
 - x ZR n° 516 d'une contenance de 6 654 m², restant la propriété de M. Jules MICHELOT,
 - x ZR n° 515 d'une contenance de 3 564 m², à acquérir par la Commune.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
Après avoir entendu ce exposé et en avoir délibéré,**

19 voix pour

0 voix contre

5 abstentions

VU l'avis de France Domaine n° 2012-004V0415 en date du 04 juillet 2012, fixant la valeur vénale à 2 €/ m² pour la parcelle nouvellement créée, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10 %,

CONSIDERANT que ladite consultation des Domaines revêt un caractère officieux, s'agissant d'une consultation pour l'acquisition amiable d'un bien immobilier d'une valeur inférieure à 75.000 €,

CONSIDERANT l'opportunité d'acquérir la parcelle concernée dans le but de réaliser une réserve foncière pour créer une zone d'habitat, dans ce secteur privilégié de la commune,

APPROUVE le principe d'acquisition amiable à M. Jules MICHELOT au bénéfice de la Commune d'Aiguillon d'une fraction de la parcelle cadastrée ZR 437 d'une contenance de 3 564 m²,

PREND NOTE qu'à la suite des opérations de division et de bornage effectuées par M. Yves SAINT LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- création d'une parcelle issue de la parcelle ZR n°437, nouvellement cadastrée ZR n° 515, d'une contenance de 3 564 m²,

DÉCIDE de fixer le prix d'achat de cette parcelle à 31.045 euros (8,71 € / m²),

CHARGE M. le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

AUTORISE M. le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune,

DIT que la commune d'Aiguillon prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés,

INDIQUE que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de la Commune.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

Acquisition amiable à Vincent MICHELOT d'une parcelle de 2 176 m² pour constitution d'une réserve foncière – Secteur « Plaine de la Cبادère »

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

La Commune d'Aiguillon pourrait acquérir à l'amiable à M. Vincent MICHELOT une partie de la parcelle cadastrée n° 494 de la section ZR, nouvellement cadastrée ZR n°513 d'une contenance de 2 176 m² sise au lieu dit « Plaine de la Cبادère » afin de réaliser une réserve foncière dans le but de créer de futures constructions réservées à l'habitat.

En effet, ce terrain est situé actuellement dans la zone 2 AU du plan local d'urbanisme de la commune d'Aiguillon, zone naturelle peu ou non équipée destinée à l'urbanisation à moyen ou long terme réservée essentiellement à l'habitat, aux services et équipements collectifs non encore ouverte à l'urbanisation. Leur urbanisation est subordonnée à une modification du plan local d'urbanisme ou lors d'une révision reclassant cette zone en 1 AU.

Les voies et réseaux divers sont inexistantes et n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone.

En ce qui concerne l'accès, ladite parcelle est desservie par la parcelle cadastrée n° 492 de la section ZR, appartenant à Mme Fatima AISSASOUE et M. Saïd ARCHID, M. Vincent MICHELOT ainsi qu'à M. Jules Paul MICHELOT.

A cet effet, l'acte notarié à intervenir devra prévoir une clause précisant les conditions d'accès à la nouvelle propriété de la Commune sur la parcelle : ZR n° 492, soit en incluant la Commune d'Aiguillon dans l'indivision, soit en créant une servitude de passage.

Suite aux opérations de division et de bornage effectuées par M. Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- création de deux parcelles issues de la parcelle ZR 494, nouvellement cadastrées :
 - x ZR n° 514 d'une contenance de 2 197 m², restant la propriété de M. Vincent MICHELOT,
 - x ZR n° 513 d'une contenance de 2 176 m², à acquérir par la Commune.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
Après avoir entendu ce exposé et en avoir délibéré,**

19 voix pour
0 voix contre
5 voix abstention

VU l'avis de France Domaine n° 2012-004V0415 en date du 04 juillet 2012, fixant la valeur vénale à 2 €/ m² pour la parcelle nouvellement créée, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10 %,

CONSIDERANT que ladite consultation des Domaines revêt un caractère officieux, s'agissant d'une consultation pour l'acquisition amiable d'un bien immobilier d'une valeur inférieure à 75.000 €,

CONSIDERANT l'opportunité d'acquérir la parcelle concernée dans le but de réaliser une réserve foncière pour créer une zone d'habitat, dans ce secteur privilégié de la commune,

APPROUVE le principe d'acquisition amiable à M. Vincent MICHELOT au bénéfice de la Commune d'Aiguillon d'une fraction de la parcelle cadastrée ZR 494 d'une contenance de 2 176.m²,

PREND NOTE qu'à la suite des opérations de division et de bornage effectuées par M. Yves SAINT LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante : ZR n° 513., d'une contenance de 2 176 m²,

DÉCIDE de fixer le prix d'achat à 18.955 euros (soit 8,71 €/ m²),

CHARGE M. le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

AUTORISE M. le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune,

DIT que la commune d'Aiguillon prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés,
INDIQUE que les dépenses et les recettes correspondantes sont inscrites au budget de la Commune.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

Acquisition amiable à Frédérique BAZIN et M. et Mme GUILLEMANT pour élargissement du chemin de Larousse

Monsieur le maire propose à l'Assemblée d'acquérir à l'amiable à Mme Frédérique BAZIN et MM. Didier GUILLEMANT et Pierre GUILLEMANT une fraction de 253 m² de la parcelle cadastrée ZP 105 d'une contenance totale de 27 800 m², sise en limite du chemin de Larousse, 47190 AIGUILLON, afin d'élargir la voie publique ouverte à la circulation

Il indique que la parcelle cédée par Madame Frédérique BAZIN, MM. Didier GUILLEMANT et Pierre GUILLEMANT sera par la suite intégrée au domaine public communal.

Il précise que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOU, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- Création de deux parcelles issues de la parcelle ZP 105 nouvellement cadastrées :
 - x ZP 502 d'une contenance de 253 m² (objet de l'acquisition amiable par la Commune),
 - x et ZP 503, d'une contenance de 27 547 m² (restant la propriété de Mme Frédérique BAZIN, et de MM. Didier GUILLEMANT et Pierre GUILLEMANT.

Il indique que l'acquisition amiable sera effectuée sur la base du prix fixé par les services fiscaux - France Domaine, dans son avis n° 2012-004V0416 du 5 juillet 2012.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

Après avoir entendu cet exposé, le conseil municipal,

VU l'avis de France Domaine n° 2012-004V0416 en date du 5 juillet 2012, fixant la valeur vénale à 2 000 € pour la parcelle nouvellement créée cadastrée ZP N° 502 issue de la parcelle cadastrée ZP n° 105, d'une contenance de 253 m², valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 15 %

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir la parcelle concernée pour l'agrandissement de la voie publique et la sécurité routière,

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

VU l'avis de France Domaine n° 2012-004V0416 en date du 05 juillet 2012, fixant la valeur vénale à 2.000 € (soit 7,90€/ m²) pour la parcelle nouvellement créée, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 15 %,

APPROUVE le principe d'acquisition amiable au bénéfice de la commune d'Aiguillon de la parcelle cadastrée ZP 502 d'une contenance de 253 m², et sise en limite du chemin de Larousse, 47190 AIGUILLON,

INDIQUE que la parcelle cédée à la Commune par Mme Frédérique BAZIN et MM. Didier et Pierre GUILLEMANT sera par la suite intégrée au domaine public communal,

PRÉCISE qu'à la suite des opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOU, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- Création de deux parcelles issues de la parcelle ZP n° 105, nouvellement cadastrées ZP 502 et ZP 503, de contenance respective de 253 m² et 27.547 m².

AJOUTE que la commune d'Aiguillon prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés,
DÉCIDE de fixer le prix d'achat à 2.300,00 € conformément à l'avis majoré de France Domaine visé,

APPROUVE le principe de classement dans le domaine public de la portion,

CHARGE monsieur le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

AUTORISE monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune,

INDIQUE que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

**Acquisition amiable à Ayoub GASSAB pour élargissement du chemin de Larousse et de la VC34
Emplacement réservé au PLU**

Monsieur le maire propose à l'Assemblée d'acquérir à l'amiable à Monsieur Ayoub GASSAB une fraction de 418 m² de la parcelle cadastrée ZP 298 d'une contenance de 3.065 m², sise en limite du chemin de Larousse et de la voie communale n° 34, 47190 AIGUILLON, afin d'élargir la voie publique ouverte à la circulation, considérant qu'une emprise avait été inscrite en emplacement réservé (n° 3) dans le plan local d'urbanisme approuvé en 2007.

Il indique que la parcelle cédée par Monsieur Ayoub GASSAB sera par la suite intégrée au domaine public communal.

Il précise que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- Création de deux parcelles issues de la parcelle ZP 298 nouvellement cadastrées :
 - ZP 505 d'une contenance de 418 m² (objet de l'acquisition amiable par la Commune),
 - et ZP 504, d'une contenance de 2.648 m² (restant la propriété de Monsieur Ayoub GASSAB.

Il indique que l'acquisition amiable sera effectuée sur la base du prix fixé par les services fiscaux - France Domaine, dans son avis n° 7300 , référence : 2012-004V0509 du 8 août 2012.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,
Le Conseil Municipal,**

24 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

VU l'avis de France Domaine n° 7300, référence : 2012-004V0509 du 8 août 2012 fixant la valeur vénale à 4 350 € pour la parcelle nouvellement créée cadastrée ZP N° 505 issue de la parcelle cadastrée ZP N° 298 d'une contenance de 418 m², valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 20 %,

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir la parcelle concernée pour l'agrandissement de la voie publique et la sécurité routière, cette emprise étant inscrite en emplacement réservé au plan local d'urbanisme,

APPROUVE le principe d'acquisition amiable au bénéfice de la commune d'Aiguillon de la parcelle cadastrée ZP 505 d'une contenance de 418 m², et sise en limite du chemin de Larousse et de la voie communale n° 34, 47190 AIGUILLON,

INDIQUE que la parcelle cédée à la Commune par M. Ayoub GASSAB sera par la suite intégrée au domaine public communal,

PRÉCISE qu'à la suite des opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

•Création de deux parcelles issues de la parcelle ZP n° 298, nouvellement cadastrées ZP 504 et ZP 505 , de contenance respective de 2 648 m² et 418 m²,

AJOUTE que la commune d'Aiguillon prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés.

DÉCIDE de fixer le prix d'achat à 4.180 euros (soit 10,00 €/ m²) conformément à l'avis majoré de France Domaine visé,

APPROUVE le principe de classement dans le domaine public de la portion,

CHARGE monsieur le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

AUTORISE monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune,

INDIQUE que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

Cession amiable à Fédoua LAOUANI d'une parcelle de 102 m² pour régularisation emprise terrain – secteur « La Gravisse » ZR498

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

La Commune a la possibilité de vendre à Mme Fédoua LAOUANI une fraction de 102 m² de la parcelle cadastrée ZR 498 d'une contenance de 2 553 m², sise en limite de la rue St Maur et en bordure de la place de la résidence La Gravisse, 47190 AIGUILLON, afin de régulariser une bande de terrain clôturée et occupée par le propriétaire de la parcelle cadastrée ZR N° 349.

Comme suite aux opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- Création de deux parcelles issues de la parcelle ZR n° 498 nouvellement cadastrées :
 - ZR n° 509 d'une contenance de 102 m² (partie de terrain à vendre à Mme Fédoua LAOUANI),
 - ZR n° 510 d'une contenance de 2 451 m² (place de la Gravisse), restant la propriété de la Commune d'Aiguillon.

La parcelle ZR 510, propriété communale classée dans le domaine privé de la Commune, sera ensuite intégrée dans son domaine public.

Cette cession pourra être effectuée sur la base du prix fixé par les services fiscaux-France Domaine, dans son avis n° 2011-004V0488 du 9 août 2011, soit 3,18 €/ m² .

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,
le conseil municipal,**

VU l'avis de France Domaine n° 2011-004V0488 du 9 août 2011 fixant la valeur vénale à 325,00 € pour la parcelle nouvellement créée cadastrée ZR 509 issue de la parcelle cadastrée ZR n° 498, d'une contenance de 102 m², valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 15 %

CONSIDERANT la nécessité pour la Commune de vendre la parcelle concernée à Mme Fédoua LAOUANI afin de régulariser l'emprise occupée sans titre de propriété .

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

*24 voix pour
0 voix contre*

0 voix abstention

APPROUVE le principe de la vente au bénéfice de Mme Fédoua LAOUANI de la parcelle cadastrée ZR 509 d'une contenance de 102 m², et sise en limite de la rue St Maur, 47190 AIGUILLON

PRÉCISE qu'à la suite des opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante

- création de deux parcelles issues de la parcelle ZR N° 498, nouvellement cadastrées ZR 509 et ZR 510, de contenance respective de 102 m² et 2.451 m²,

AJOUTE que Mme Fédoua LAOUANI prend à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés conformément à son accord du 5 juillet 2011,

DÉCIDE de fixer le prix de vente à 325,00 € conformément à l'avis de France Domaine visé,

APPROUVE le principe de classement dans le domaine public de la place de la place de la résidence « La Gravisse cadastré sous le n° 510 de la section ZR d'une contenance de 2.451 m²

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

AUTORISE monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune ;

INDIQUE que la recette correspondante sera inscrite au budget de la Commune.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

Cessions / Acquisitions pour régularisation de l'emprise de la VC 48 «du bâtiment » - lieux-dits « Bernadas » et « Lacaze »

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Il y a lieu de procéder à la régularisation de l'emprise de la VC n° 48 du Bâtiment située aux lieux dits « Bernadas et Lacaze » 47190 AIGUILLON.

Cette régularisation donnera lieu d'une part à la cession amiable de parcelles au bénéfice de monsieur et madame Jean-Claude GIBERT et à la S.C.I. RUWEPAMA, et d'autre part à l'acquisition de plusieurs parcelles au bénéfice de la Commune d'Aiguillon.

Les parcelles cédées par monsieur et madame Jean-Claude GIBERT et la S.C.I. RUWEPAMA à la Commune seront par la suite intégrées au domaine public communal.

Il sera procédé avant cession par la commune et conformément à la législation actuellement en vigueur, à l'enquête publique réglementaire en vue du déclassement dans le domaine privé de la Commune, le domaine public étant inaliénable des parcelles rétrocédées à M. et Mme Jean Claude GIBERT et à la S.C.I. RUWEPAMA.

Suite aux opérations de division et de bornage effectuées par monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

- création d'une parcelle issue du domaine public, nouvellement cadastrée ZE 378 d'une superficie de 31ca à céder par la Commune à M. et Mme GIBERT, et à classer dans le domaine privé communal,
- Création de la parcelle ZE n° 376 d'une contenance de 01a 16ca à céder à la Commune par M. et Mme GIBERT et à incorporer dans le domaine public communal, s'agissant de la régularisation de l'emprise de la voie,
- Création de la parcelle ZE 377 d'une contenance de 40a 79ca restant la propriété de M. et Mme GIBERT,
- Création des parcelles ZH 115 d'une contenance de 13ca et ZH n° 117 d'une contenance de 20ca à céder à la Commune par la S.C.I. RUWEPAMA et à incorporer dans le domaine public communal pour régulariser l'emprise de la voie,
- Création de la parcelle ZH 119 issue du domaine public communal d'une contenance de 01a 45ca à céder par la Commune à la S.C.I RUWEPAMA et à classer dans le domaine privé communal afin

- de rétablir le tracé de la voie existante,
- Création de la parcelle ZH 116 d'une superficie de 01ha 48a 07ca restant la propriété de la S.C.I. RUWEPAMA,
- Création de la parcelle ZH 118 d'une superficie de 64a 90ca restant la propriété de la S.C.I. RUWEPAMA.

L'ensemble des cessions amiables sera effectué sur la base du prix fixé par les services fiscaux (France Domaine).

Monsieur le maire invite l'assemblée à se prononcer sur le principe de ces cessions et acquisitions.

**Après avoir entendu cet exposé,
Le conseil municipal,**

24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE le principe de cession amiable d'une portion de la V.C. N° 48 (domaine public communal à transférer dans le domaine privé) :

- au bénéfice de monsieur et madame Jean-Claude GIBERT nouvellement cadastrée ZE n° 378 d'une superficie de 31ca et située au lieu-dit « Bernadas »,
- au bénéfice de la S.C.I. RUWEPAMA nouvellement cadastrée ZH n° 119 d'une superficie de 01a 45ca et située au lieu dit « Lacaze »

APPROUVE le principe de cession amiable de plusieurs parcelles situées dans le domaine privé des propriétaires désignés ci-dessous à transférer dans le domaine public afin de régulariser l'emprise de la voie communale n° 48, au bénéfice de la Commune d'Aiguillon nouvellement cadastrées :

- ZE n° 376 d'une contenance de 01a 16ca sise au lieu dit « Bernadas » à céder à la Commune par M. et Mme Jean Claude GIBERT,
- ZH n° 115 d'une contenance de 13ca , ZH n° 117 d'une contenance de 20ca sises au lieu dit « Lacaze » à céder à la Commune par la S.C.I. RUWEPAMA

INDIQUE que l'ensemble des cessions amiables seront effectuées sur la base du prix fixé par les services fiscaux (France Domaine),

APPROUVE le principe de déclassement dans le domaine privé de la Commune de la portion de la VC 48 du Bâtiment cadastrées ZE n° 378 et ZH n° 119 afin de pouvoir céder ces deux parcelles,

APPROUVE le principe de classement dans le domaine public de la Commune des parcelles nouvellement cadastrées : ZE n° 376, ZH n° 115 et ZH n° 117 afin de régulariser l'emprise de ladite voie communale,

CHARGE monsieur le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet et l'autorise à ouvrir l'enquête publique réglementaire selon les dispositions des articles R.141-4 et suivants du Code de la voirie routière,

AUTORISE monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune,

AJOUTE que chaque acquéreur respectif prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés,

INDIQUE que les dépenses et les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Commune,

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

Approbation du cahier des charges pour marché de maîtrise d'œuvre – Étude préalable pour aménagement des espaces publics du centre-bourg

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Par délibération en date du 16 décembre 2011, le conseil municipal a décidé de la réalisation d'une étude de programmation globale de réhabilitation des espaces publics du centre-ville, à partir d'un état des lieux de l'existant.

En effet, la commune souhaite poursuivre ses actions de réaménagement du centre-bourg, que ce soit par exemple pour moderniser le mobilier urbain et le rendre plus fonctionnel et esthétique, pour valoriser le patrimoine architectural et urbain dans un souci touristique, pour réhabiliter les réseaux d'assainissement et d'eau potable, mais aussi pour mettre aux normes la voirie et la rendre ainsi accessible aux personnes à mobilité réduite ou encore améliorer la performance énergétique des équipements d'éclairage public.

L'étude s'attachera donc à détailler les éléments suivants :

- la description de la situation existante (rues déjà réhabilitées, état des voiries et réseaux, patrimoine architectural) au regard des obligations définies par la réglementation nationale et locale (Plan Local d'Urbanisme, secteur ABF),
- les préconisations et la programmation, par ordre de priorité, des travaux nécessaires pour atteindre les objectifs de rénovation de la ville dans le respect des obligations susvisées,
- l'évaluation financière des préconisations et la planification.

Pour cela, le conseil municipal a sollicité une aide financière du Conseil général de Lot-et-Garonne, au titre du régime « Bastides et villages de caractère ».

De plus, le CAUE47 (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) auquel la commune adhère, a également été sollicité pour apporter une aide technique, en matière d'accompagnement préalable à la consultation du maître d'œuvre et à la passation du marché public.

Le conseil municipal est appelé à adopter le cahier des charges pour la mission de maîtrise d'œuvre correspondante qu'il convient de lancer selon le modèle joint en annexe.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

Après avoir entendu en séance le rapport de monsieur le maire,

ACCEPTE de confier au CAUE 47, auquel elle adhère, la mission d'accompagnement préalable à la consultation d'un maître d'œuvre et à la passation du marché public relatif à l'étude préalable à l'aménagement des espaces publics du centre-ville d'Aiguillon,

ADOpte le projet de cahier des charges préparé par le CAUE47, joint en annexe, sous réserves suivantes :

- ajouter dans le paragraphe « Éléments programmatiques » (p.8) le fait qu'il y a sur la place du 14 juillet deux marchés d'approvisionnement hebdomadaires,
- intégrer également la rue de Visé dans le périmètre d'intervention,
- amendements éventuels des organismes membres du Comité de pilotage à mettre en place :
 - pour le Conseil général 47 :
« Direction des Infrastructures, des Transports et du Logement »,
Service « Patrimoine »,
Service « Aide aux maires »
 - pour l'État :
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine.
 - La Chambre de Commerce et d'Industrie.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

COMMUNE D'AIGUILLON

ÉTUDE PRÉALABLE A L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CENTRE-VILLE *suivie d'une mission témoin de maîtrise d'œuvre*

Cahier des charges



COMMUNE D'AIGUILLON

ÉTUDE PRÉALABLE A L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CENTRE-VILLE

Cahier des charges

Réalisé par le CAUE 47 - Mai 2012

Note préliminaire

Le CAUE est un organisme au service des communes pour les aider à initier les projets d'aménagements urbains et d'équipements publics.

Le présent dossier est un document de consultation d'équipe de maîtrise d'œuvre réalisé sur la base d'entretiens avec les élus communaux et de visites du site. Le travail fourni par l'équipe de maîtrise d'œuvre permettra sûrement de faire évoluer le programme et le projet.

*Les documents établis par le C.A.U.E. dans le cadre du conseil aux communes sont destinés à aider celles-ci à évaluer la **faisabilité** et l'**opportunité** de leurs opérations, à les programmer financièrement, à fixer des objectifs qualitatifs pour une réalisation future.*

Sommaire

OBJECTIFS DE LA MISSION.....	3
LE CONTEXTE	4
Caractéristiques urbaines.....	4
Permanence des tracés et des principaux espaces publics.....	6
Perimètre d'intervention.....	7
•LE PERIMETRE DE L'ETUDE	8
•ELEMENTS PROGRAMMATIQUES.....	8
•ELABORATION D'UN PROJET DURABLE	9
CONTENU ET LE DEROULEMENT DE LA MISSION.....	10
Phase 1	10
Elaboration du diagnostic (1 mois).....	10
Phase 2	10
Phase 3	11
Définition des actions à court et moyen terme (1 mois)	11
Tranche conditionnelle : mission de maîtrise d'œuvre témoin	11
COMPETENCES DE L'EQUIPE	12
MODALITES D'ORGANISATION	12

CAHIER DES CHARGES

Maître d'ouvrage : Commune d'Aiguillon

Conducteur d'étude : Commune

Partenaires associés :

La Communauté de communes du Confluent, le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (ABF), le Conseil d'Architecture, Urbanisme et de l'Environnement de Lot-et-Garonne (CAUE 47).

OBJECTIFS DE LA MISSION

La commune d'Aiguillon souhaite mettre en place un programme et une esquisse d'aménagement concernant les espaces publics du centre-ville.

Une première mission, en tranche ferme, portera sur l'étude globale et l'esquisse d'aménagement des espaces publics du centre-ville,

Une tranche conditionnelle de maîtrise d'œuvre de conception et de suivi des travaux sur une des places ou espace public, dans le cadre de la mission.

Ce programme répondra notamment aux objectifs suivants :

- reconquête des espaces publics majeurs et symboliques de la Ville,
- mise en valeur du patrimoine protégé (château) et des nombreuses maisons de grandes qualités qui bordent ces espaces publics,
- amélioration du fonctionnement général des espaces urbains comprenant une réflexion autour de la place du stationnement et de la voiture en centre-ville,
- traitement de l'accessibilité aux bâtiments, et des déplacements piétons,
- renforcement de la lisibilité des lieux et des liens, etc.
- etc.

Ainsi, le maître d'ouvrage confie à un prestataire la réalisation d'une mission qui lui permettra de :

- établir sa stratégie globale d'aménagement et la manière de la décliner dans le temps (plusieurs phases de travaux, plusieurs années),
- définir les actions à mener et le périmètre de la mission témoin.
- préciser l'enveloppe financière prévisionnelle et le financement des actions retenues,
- disposer d'une esquisse d'aménagement, assez poussée (« esquisse+ ») et d'un chiffrage concernant l'aménagement des espaces publics du centre-ville par phase.

Ces réflexions et projet serviront de guide de travail, de document de référence (et d'ouvrage de référence dans le cas de l'aboutissement de la tranche conditionnelle) pour des interventions ultérieures.

LE CONTEXTE

La commune d'Aiguillon se dresse sur un plateau qui domine la confluence du Lot et de la Garonne.

Cette situation privilégiée a fait de ce site un lieu d'installation, comme en témoignent les vestiges gallo-romains (notamment les arcades à la base du château de Lunac). A l'époque médiévale, la ville est groupée autour du château de Lunac encore présent et entourée de remparts. Au XVIII^e, le duc d'Aiguillon, chassé de Versailles, construit un magnifique château pour recevoir sa cour. Il donne à la ville son caractère de noblesse. Le château ducal accueille aujourd'hui un important lycée de 1200 élèves.

Cette ville de 4 500 habitants est dotée par ailleurs de nombreux équipements. Située sur le grand axe Bordeaux-Toulouse, elle est desservie par le train.

Caractéristiques urbaines

La perception de la structure urbaine est difficile au premier abord : Aiguillon est le résultat d'évolutions successives, à partir d'un noyau médiéval installé sur le plateau. Le lien avec la rivière s'est ensuite constitué par un quartier dans la vallée, et l'extension s'est ensuite développée le long du grand axe que constitue la RN 113 qui traversait le centre avant la déviation. Les quartiers d'habitat se sont développés sur le plateau à l'Est du centre. La ville est maintenant contournée par la RN 113, Depuis, l'urbanisation pavillonnaire s'étend au-delà de cet axe.

Les accès principaux au centre-ville restent les anciens tracés de la route, qui sont peu valorisés et peu perceptibles lorsqu'on circule sur la RD 813 qui longe la ville par ses quartiers périphériques d'habitat.

Le centre-ville est par contre bien affirmé, avec une concentration des équipements et des commerces, et une structuration autour de 3 grands espaces majeurs, la place Clémenceau, la place du XIV Juillet et les allées Charles De Gaulle qui affirment le caractère urbain de cette ville.

Aiguillon est une bastide : une bastide est une ville neuve.



Atlas de Trudaine -
1780

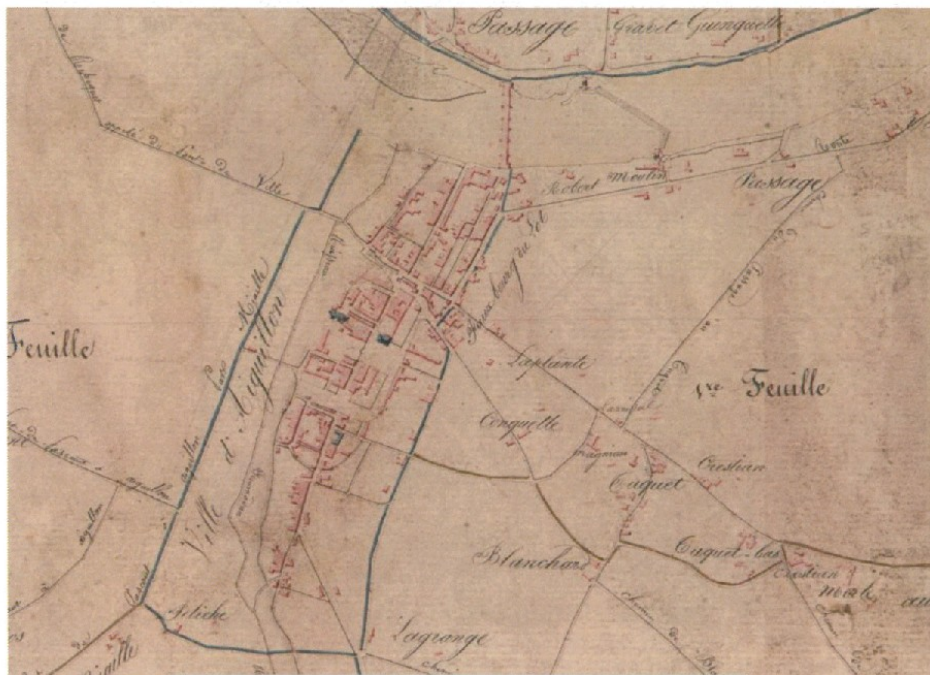


2010

CAUE47

5

Permanence des tracés et des principaux espaces publics



1826

En 1598, Aiguillon et son territoire furent érigés en duché-pairie.

Sur ces documents nous voyons bien que les principaux espaces publics de la ville sont assez récents et se sont développés à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle avec la construction du château du Duc d'Aiguillon.

Devant cet édifice, le Duc fait dégager un vaste espace public pour en faire la cour de son château : cette esplanade est aujourd'hui la place du XIV Juillet, principale place de la ville, face à la Mairie.



Vue aérienne 2010

Perimètre d'intervention



Le projet concernera les trois principaux espaces publics du centre ville et les rues qui le composent. La réflexion en terme de fonctionnement et peut-être en terme de proposition, dépassera le périmètre ci-dessous. La question de la mise en valeur des espaces publics sera à regarder, en partie, avec les bâtis et volumétries qui les bordent, mais la question de la place de la voiture et du stationnement devra tenir une place essentielle.



CAUE47

• LE PERIMETRE DE L'ETUDE

Les parties diagnostic et fonctionnement de la mission porteront sur un périmètre élargi. Il s'agira de dégager les enjeux d'aménagement au regard du fonctionnement du centre-ville élargi. Ainsi le premier regard devra dépasser le périmètre compris entre la place Clémenceau et les Allées Charles de Gaulle.

Il s'agira aussi de bien mesurer l'importance de la place de la voiture au centre-ville en terme de besoins en stationnement, et en terme de fonctionnement.

• ELEMENTS PROGRAMMATIQUES

Les lieux que la commune souhaite intégrer s'articulent autour des points suivants :

- *La mise en valeur de la place du XIV Juillet.*



Cette place présente différents visages – vaste parking, contres allées, anciennes plates-bandes enherbées, etc.



Les immeubles qui bordent cette place et les perspectives méritent d'être mis en valeur ...

- *La place Clémenceau connexe à la place du XIV Juillet.*



entre l'église St Félix et le Théâtre, ce lieu est envahi par les voitures et là encore le patrimoine et l'espace mériteraient un autre traitement....

Les Allées Charles-de-Gaulle



Lieu emblématique situé en entrée / sortie de centre-ville, il est traité comme un vaste parking / rond-point, dans lequel l'absence de repère lisible rend peu évidents les déplacements.

De manière plus générale, l'objectif principal de l'aménagement est de retrouver une identité à ces espaces, de les rendre plus attractifs et plus fonctionnels. L'aménagement proposé par l'équipe devra permettre de favoriser une multiplicité d'usages, des fonctions nouvelles et de générer une plus grande fréquentation des lieux publics.

Le programme pourra donc être complété par l'équipe qui sera dans le cadre de cette étude, force de propositions.

• ELABORATION D'UN PROJET DURABLE

L'objectif principal est d'avoir un projet cohérent à l'échelle du centre-ville, c'est-à-dire de la rue des remparts aux Allées Charles de Gaulle et du lycée au cours Alsace et Lorraine.

- Aménagement des espaces dans le but de développer des activités variées, des usages diversifiés : favoriser une polyvalence, une adaptabilité des espaces (pas d'aménagements trop contraints), une pérennité des aménagements (d'un point de vue esthétique et matériel)
- Aménagement des espaces en cohérence avec le contexte environnant, intégrant la conception lumière, la cohérence des revêtements de sols, la plantation de ces espaces avec des essences adaptées et locales, la continuité des liaisons piétonnes, le lien physique et visuel avec les espaces publics alentours...

CONTENU ET LE DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission comportera trois phases.

Phase 1

Elaboration du diagnostic (1,5 mois)

Le diagnostic a pour but de :

- dresser un état des lieux à l'échelle du centre-ville (analyse urbaine, architecturale, paysagère intégrant les questions des ambiances urbaines, du bâti et des équipements, du fonctionnement, de la circulation, des déplacements, des stationnements, de l'accessibilité....). Un point particulier sera notamment fait sur l'accessibilité, les continuités, la lisibilité, etc...
- analyser les données issues de cet état des lieux,
- Repérer les dysfonctionnements et potentialités de ces espaces publics,
- Définir des enjeux d'aménagement découlant de l'analyse (renforcement de l'attractivité, amélioration du fonctionnement, de l'identité...)

Le diagnostic ne se contentera pas d'une analyse globale à l'échelle du centre-ville mais devra proposer également une analyse plus fine à l'échelle de certains espaces publics emblématiques et préfigurera les scénarios d'aménagements qui seront proposés en phase 2.

Cette phase devra prendre en compte les études et les documents existants sur la commune ainsi que les observations des acteurs locaux (personnes ressources, présidents d'association, témoignages d'usagers...).

Les conclusions de ces analyses devront être synthétisées dans un (ou plusieurs) document graphique et un rapport écrit.

Phase 2

Formalisation de propositions d'aménagement des espaces publics du centre-ville (scénarios) (2 mois)

Cette phase doit aboutir à la formalisation de propositions d'aménagement sous forme de scénarios à l'échelle du centre ville pour les grandes lignes directrices (plan de circulation, liens, continuités...) et à une échelle plus fine pour les principaux espaces publics et les rues nécessitant un traitement spécifique.

Ces propositions d'aménagement devront apporter des réponses aux points soulevés dans l'analyse, et aux enjeux définis dans le diagnostic.

A ce stade d'étude, plusieurs scénarios d'aménagement des espaces publics seront envisagés. Le maître d'ouvrage en lien avec le comité de pilotage définira sur cette base de proposition, un scénario d'aménagement et les actions prioritaires qui devront suivre.

Ces scénarios seront chiffrés à partir de ratios. Les travaux que ces scénarios impliquent seront énoncés en terme de phasages possibles et de délais.

Parallèlement, la commune aura donné au bureau d'étude une échelle de grandeur de ses capacités d'investissement annuel.

Synthèse :

Un document de synthèse exposera la logique du programme, des aménagements proposés (grandes lignes d'actions).

Cette synthèse comprendra au minimum:

- un plan de stratégie urbaine montrant le futur fonctionnement et les évolutions urbaines envisageables,
- une notice écrite définissant les choix et les intentions du programme,
- pour chacun des scénarios, un plan d'aménagement de l'ensemble des espaces publics à une échelle permettant de comprendre les articulations des espaces publics entre eux et les grands principes d'aménagements proposés, (Echelle 1/500)
- l'explication du choix de scénario retenu,
- pour le scénario retenu : tout type de document graphique permettant d'expliciter les propositions (coupes, perspectives, photomontage, croquis d'ambiance...),
- un recueil de prescriptions (matériaux mis en œuvre, palette végétale, images de références...) précisant les principes d'aménagement envisagés et les ambiances escomptées.

Cette synthèse doit permettre d'assurer la pérennité des choix conceptuels (l'esprit à insuffler dans les projets). Elle **servira de base de référence à tous les projets ultérieurs pour favoriser l'harmonie de l'ensemble, sorte de « plan guide »**.

Ce recueil sera affiné au cours de la troisième phase.

Phase 3

Définition des actions à court et moyen terme (2 mois)

Une fois que le choix du scénario sera retenu (ou combinaison de 2 scénarios) par la maîtrise d'ouvrage, la solution d'aménagement sera précisée à une échelle plus détaillée (Echelle 1/200), les coûts seront affinés, **le phasage et délais seront précisés**. Le « plan guide » d'aménagement sera lui aussi affiné.

Synthèse :

Un document de synthèse exposera les principes de l'aménagement proposé :

Cette synthèse comprendra au minimum:

- Un plan d'ensemble à l'échelle du centre-ville à l'échelle 1/500
- La finalisation de « l'esquisse détaillée » concernant le projet d'aménagement des espaces publics du centre-ville et de ses abords immédiats à l'échelle 1/200,
- Un carnet de détails et illustrations complémentaires (coupes, perspectives, photomontages, croquis...) concernant la tranche 1 de travaux,
- Une note décrivant choix techniques, nature des matériaux et mises en œuvre, palette végétale... et rappelant les principes urbains, architecturaux et paysagers,
- Une estimation par type de dépenses (structure / revêtement de sol, mobilier urbain, bâtiment, plantations...) pour les actions à mener sur les cinq premières années,
- Un découpage géographique et temporel des actions pour permettre une première programmation d'actions sur cinq ans. Le périmètre de chaque projet sera clairement identifié et justifié pour favoriser le bon déroulement dans le temps et dans l'espace de chaque action,

TRANCHE CONDITIONNELLE : MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE TEMOIN

Le professionnel ayant réalisé l'étude préliminaire, se verra éventuellement confier la suite de l'étude avec une mission de maîtrise d'œuvre complète comprenant l'élaboration de la tranche 1 du projet et la réalisation des travaux (de l'avant-projet à la réception du chantier).

L'étude n'étant pas réalisée et le financement des travaux n'étant pas non plus fixés, il est demandé aux équipes de maîtrise d'œuvre qui répondent à ce présent appel d'offre, d'inclure, dans leur offre, leur proposition d'honoraires selon les tranches de montant de travaux suivants :

- Entre 250 000 et 400 000 €
- Entre 401 000 et 600 000 €
- Entre 601 000 et 800 000 € et
- Entre 801 000 et 1 000 000 €.

COMPETENCES DE L'EQUIPE

L'équipe d'étude sera pluridisciplinaire pour permettre un diagnostic le plus large possible, mais aussi pour avancer des solutions d'aménagement de qualité (en adéquation avec les possibilités financières de la commune).

Elle sera composée en fonction des problématiques abordées. Toutefois les compétences en urbanisme (*urbaniste OPQU serait un plus*), paysage (*paysagiste dplg ou Enithp*) et architecture (architecte dplg), complétées d'un bureau d'étude VRD seront un minimum.

L'équipe et plus particulièrement le mandataire devra présenter des références similaires en maîtrise d'œuvre d'espaces publics.

Concernant la mise en lumière, des compétences et, ou, références dans ce domaine seront un atout supplémentaire.

MODALITES D'ORGANISATION

La maîtrise d'ouvrage prendra en charge l'organisation des réunions.

La rédaction et la diffusion des comptes rendus seront à la charge de l'équipe d'étude.

1.) Délai

Le délai global devra s'inscrire dans une durée d'environ 6 mois à compter de la confirmation de la commande.

Les délais de chaque phase sont à préciser dans la note méthodologique à joindre pour la consultation.

Les délais indiqués dans le présent cahier des charges, ne comprennent pas le temps de validation des différentes étapes par le conseil municipal.

2.) Réunions

L'équipe d'étude, détaillera le déroulement et le nombre de réunions qu'il prévoit, en sachant qu'un minimum de quatre réunions est requis (une réunion de lancement et trois réunions de présentation pour chacune des 3 phases). Des réunions techniques ou intermédiaires seront surement nécessaires.

3.) Livrables

Les documents devront être impérativement remis aux membres du comité de pilotage (commune et partenaires associés) à la fin de chaque séance de travail.

Sont à prévoir 3 exemplaires couleurs dont 1 reproductible + 1 exemplaire sur CD à remettre aux participants pour chaque réunion de présentation.

Le rapport final, document de synthèse des documents précédents et reprenant les modifications demandées par le comité de pilotage et validées par la commune, sera remis en 3 exemplaires couleur dont 1 reproductible et un support informatique (format pdf, jpg...).

La reproduction des exemplaires complémentaires à diffuser auprès des différents partenaires sera à la charge de la commune.

L'étude devra également être présentée sous forme d'exposition (panneaux, diaporama, affiches...) à une échelle facilitant la communication (5 panneaux A1 par exemple) afin de permettre aux élus de faire une présentation au public ; il y sera présenté les éléments clés du diagnostic, les enjeux et orientations retenues, et le plan de l'aménagement ainsi que les illustrations graphiques complémentaires (coupes, perspectives...). Ce volet communication sera chiffré en option.

4.) Pilotage de l'étude

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la commune d'Aiguillon.

Outre les élus et techniciens ayant en charge les différents domaines abordés, un groupe de pilotage sera constitué et comprendra, des représentants des :

- STAP 47 (ABF),
- CAUE 47,
- Conseil Général 47 (service Patrimoine).

Cette liste n'est pas limitative. Divers spécialistes ou responsables d'associations ou de structures pourront être conviés si besoin.

AR PREFECTURE	24	2012
047-214700049-20120928-2012_081-DE		
Reçu le 05/10/2012		Ville d'AGUILLON

conseil
d'architecture,
d'urbanisme
et de l'environnement
de lot-et-garonne
www.caue47.com

Lettre d'engagements respectifs

Niveau « accompagnement »

Entre la collectivité nommée ci-après :

.....

Et

Le CAUE de Lot-et-Garonne,

Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement, association loi 1901

dénommé ci-dessous CAUE 47 et représenté par son Président Pierre-Jean FOUGEYROLLAS, et exerçant les missions (extraits ci-après) :

« Institué par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977, le CAUE a pour mission de développer l'information, le conseil, la sensibilisation et la formation dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement. Organisme indépendant, il intervient, auprès des acteurs de la construction et de l'aménagement du cadre de vie, afin de promouvoir la qualité architecturale et paysagère. Auprès des collectivités locales, le CAUE exerce une mission de conseil en urbanisme, aménagement et développement, excluant toute maîtrise d'œuvre. »

Ont été convenus les engagements suivants :

Article 1 : Objet de la lettre d'engagements

La collectivité concernée : souhaite :

- Un accompagnement préalable à la consultation d'un maître d'œuvre et à la passation d'un marché public, en vue de :

.....

La collectivité reconnaît que conformément aux termes des lois sur l'Architecture et relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (MOP) la mission de conseil du CAUE est exclusive de toute maîtrise d'œuvre.

Elle accepte, le cas échéant, en fonction de la situation donnée, le principe de confier à l'issue de cette phase d'accompagnement une mission à un prestataire privé de type « AMO » (Assistant à Maîtrise d'Ouvrage) pour une programmation de son équipement ou pour lancer une procédure de concours d'architecture et d'urbanisme.

Article 2 : Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à adhérer préalablement au CAUE 47 et à :

1. communiquer au préalable tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la mission d'accompagnement réalisée par le CAUE 47 ;
2. participer activement à la définition de ses besoins de conception ou d'étude, qui prendront la forme d'un préprogramme ou d'un cahier des charges ;
3. établir conjointement avec le CAUE 47 l'ensemble des pièces nécessaires au lancement d'une procédure de consultation en vue de la passation d'un marché public (marché de maîtrise d'œuvre ou d'étude d'aménagement) ;
4. associer le CAUE 47 aux différentes phases de la consultation : élaboration du cahier des charges, choix du prestataire ;
5. informer le CAUE 47 le plus en amont possible des décisions prises par la collectivité, au regard de l'opération considérée et de tout changement concernant sa nature et les modalités d'exécution précédemment convenues avec lui (changement de procédure, nouvelles exigences concernant la composition d'une équipe, modifications de planning, etc ...) ;
6. convier le CAUE aux grandes étapes de l'élaboration du projet, c'est-à-dire aux comités de pilotage de l'étude ou aux différents stades de rendus de la mission de maîtrise d'œuvre.

Afin de respecter son obligation de neutralité, la collectivité évitera de solliciter le CAUE 47 pour participer à des réunions publiques liées au projet concerné.

Article 3 : Engagements du CAUE

Le CAUE 47 s'engage à désigner un architecte, un paysagiste ou un urbaniste conseiller, qui sera le référent de l'opération, et qui suivra la collectivité pendant toute la durée nécessaire à l'accompagnement.

Le conseiller du CAUE 47 établira un compte-rendu de visite qu'il établira et transmettra rapidement à la collectivité.

Outre ce compte-rendu, il produira, le cas échéant, une note pré-opérationnelle qui synthétisera les objectifs du projet, le préprogramme et la marche à suivre pour poursuivre la mise en œuvre.

Le conseiller fournira à la collectivité les documents permettant la consultation d'un prestataire, notamment :

- Le cahier des charges de l'étude d'aménagement ou de la mission de maîtrise d'œuvre
- Le règlement de consultation
- L'avis d'appel public à la concurrence.

Il donnera les outils méthodologiques pour que la collectivité opère une sélection équitable des candidatures.

En tant que de besoin, ce conseiller, ou un autre représentant du CAUE 47, participera à l'analyse des candidatures puis des offres, à titre strictement consultatif, sans intervenir dans la désignation du prestataire, désignation qui restera du ressort de la commission d'appel d'offres de la collectivité.

Fait à, le

Pour le Président du CAUE 47, Nathalie HERARD, directrice,

Pour la collectivité, le représentant légal,



Attribution indemnité de conseil 2012 du Receveur Municipal

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Un arrêté interministériel en date du 16 septembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables des services extérieurs du Trésor Public chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics.

Le conseil municipal, considérant les services rendus pour l'exercice 2012 par monsieur Michel Saint-Mézard, Receveur, en sa qualité de conseiller économique et financier de la commune d'Aiguillon et des services rattachés, est appelé à lui allouer l'indemnité de conseil fixée au taux plein et conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté susvisé.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
Après délibération,**

*24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention*

VU l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions,

VU le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'État,

DÉCIDE d'accorder une indemnité de conseil à monsieur Michel Saint-Mézard, Receveur municipal de la commune au taux de 100 % pour l'année 2012,

DIT que cette indemnité est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité, soit un total dû de 948,20 € net,

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2012 à l'article 6225.

*Publié le 04/10/12
Visa Préfecture le 05/10/12*

Décision Modificative – Budget Principal Commune – Virement de crédits

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal de la Commune.

Ces ajustements budgétaires ont pour objet un réajustement comptable entre les articles budgétaires de la section de fonctionnement.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget principal Commune

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section Fonctionnement			
<u>Chap. 11</u> Art. 60632 F020	Fourniture de petit équipement	- 2 000 €	
Art. 60628 F020	Autres fournitures non stockées	- 2 000 €	
<u>Chap. 67</u> Art. 673 F421	Titres annulés sur exercices antérieurs	+ 3 300 €	
Art. 678 F020	Charges exceptionnelles	+ 700 €	
	TOTAL	0,00 €	

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2012 adopté par délibération du conseil municipal du 27 mars 2012,
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE la décision modificative proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2012, par chapitre section Fonctionnement.

Publié le 04/10/12
Visa Préfecture le 05/10/12

Décision Modificative – Budget Principal Commune – Virement de crédits

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal de la Commune.
Ces ajustements budgétaires ont pour objet le réajustement comptable entre les articles budgétaires de la section investissement.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget principal Commune

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section investissement			
<u>Chap. 20</u> Art. 202 F020	Frais liés doc. Urbanisme & numérisation cadastre	- 3 540 €	
<u>Chap. 20</u> Art. 2031 F816	Frais d'études	+ 3 540 €	
	TOTAL	0,00 €	

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2012 adopté par délibération du conseil municipal du 27 mars 2012,
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE la décision modificative proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2012, par chapitre section investissement.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

Décision Modificative – Budget Principal Commune – Ajustement de crédits (remplacement d'un feu tricolore à Sainte-Radegonde suite à un accident de circulation

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal de la Commune.
Ces ajustements budgétaires ont pour objet le remplacement d'un feux tricolores à Sainte-Radegonde suite à un accident de circulation.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget principal Commune

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Opération d'ordre			
Art. 023	Virement à la section d'investissement	'+ 4 900,00 €	
Art. 021	Virement à la section de fonctionnement		'+ 4 900,00 €
	TOTAL	4 900,00 €	4 900,00 €
Opération réelle			
Art. 60628 F020	Autres fournitures non stockées	-4 900,00 €	
Art. 2315 F822 - S23	Installation, matériel et outillages techniques	4 900,00 €	
	TOTAL	0,00 €	0,00 €

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2012 adopté par délibération du conseil municipal du 27 mars 2012,
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE la décision modificative proposée du budget principal de l'exercice 2012, par chapitre en opération d'ordre et opération réelle.

Publié le 04/10/12
Visa Préfecture le 05/10/12

Décision Modificative – Budget principal Commune – virement de crédits – dotation amortissements

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal de la Commune.
Ces ajustements budgétaires ont pour objet le réajustement comptable des amortissements 2012.

Cette décision modificative annule et remplace celle du 17 juillet 2012.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget principal Commune

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Opération d'ordre			
Art. 023	Virement à la section d'investissement	'+ 760,00 €	
Art. 021	Virement à la section de fonctionnement		'+ 760,00 €
	TOTAL	760,00 €	760,00 €
Opération réelle			
Art. 6811 F01	Dotations aux amortissements	760,00 €	
Art. 28188 F01	Dotations aux amortissements		760,00 €
	TOTAL	760,00 €	760,00 €

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2012 adopté par délibération du conseil municipal du 27 mars 2012,
VU la délibération du conseil municipal en date du 17 juillet 2012 relative au même objet,

Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE la décision modificative proposée du budget principal de l'exercice 2012, par chapitre en opération d'ordre et opération réelle,

DIT qu'elle annule et remplace celle relative au même objet en date du 17 juillet 2012.

Publié le 04/10/12
Visa Préfecture le 05/10/12

Décision Modificative – Budget Annexe Assainissement – virement de crédits

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget annexe « Assainissement ».
Ces ajustements budgétaires ont pour objet le réajustement du chapitre 011 de fonctionnement.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

Budget annexe Assainissement

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Opération d'ordre			
Art. 023	Virement à la section d'investissement	'+ 3 000,00 €	
Art. 021	Virement à la section de fonctionnement		'+ 3 000,00 €
	TOTAL	3 000,00 €	3 000,00 €
Opération réelle			
Art. 6226	Honoraires	3 000,00 €	
Art. 2315	Installation, matériel et outillages techniques	-3 000,00 €	
	TOTAL	0,00 €	0,00 €

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,
Vu le budget primitif 2012 adopté par délibération du conseil municipal du 27 mars 2012,
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE la décision modificative proposée du budget annexe « Assainissement » de l'exercice 2012, par chapitre en opération d'ordre et opération réelle.

Publié le 04/10/12
Visa Préfecture le 05/10/12

ORGANISMES DE REGROUPEMENT

INFORMATION sur le fonds de concours versé par la Communauté de Communes du Confluent pour les charges de fonctionnement des installations sportives

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 18 novembre 2011, ce dernier a approuvé la modification statutaire de la Communauté de communes du Confluent valable à compter du 1er janvier 2012, portant sur la redéfinition de l'intérêt communautaire et notamment en matière de sport : versement d'une participation sous forme de fonds de concours, destinée à prendre en charge les dépenses de fonctionnement des stades, salles de sport et courts de tennis pour les dépenses d'eau, électricité et gaz, supportées par les communes.

Le conseil municipal est informé que la Communauté de communes a fixé par délibération le 28 juin 2012 le montant du fonds de concours de chaque commune pour l'année 2012, soit pour Aiguillon : 29 144 € (pour 34 797 de dépenses réelles correspondantes).

AFFAIRES DIVERSES

INFORMATION sur les opérations exercées par le Maire dans le cadre des délégations au nom du Conseil Municipal

Rétrocession par Mme Francette GARCIA d'une case inutilisée au columbarium – Cimetière paysager de St Côte

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 28 Mars 2008, le conseil Municipal lui a donné délégation pour prononcer au nom de la commune la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières, en vertu de l'article L.2122-22 du C.G.C.T.

Le conseil municipal est informé des opérations réalisées par le maire dans le cadre des délégations de pouvoir dans les conditions prévues par l'article L.2122-23 du CGCT.

Conformément au règlement intérieur des cimetières de la commune d'Aiguillon en vigueur, madame GARCIA Francette a formulé une demande écrite de rétrocession, exposant avoir acquis en date du 8 Mars 2002 une case d'une durée de 30 ans au columbarium du cimetière paysager de St. Côte, référencée sous le n°1 moyennant le prix de 533,60 € laquelle est à ce jour inutilisée.

Le Conseil Municipal est informé que par arrêté en date du 21 août 2012, monsieur le maire a accepté de reprendre ladite case à madame GARCIA, pour que la commune puisse en disposer comme bon lui semblera moyennant le remboursement de la somme de 533,60 €. Cette rétrocession s'est effectuée contre le remboursement du prix versé lors de l'acquisition 533,60 € dont 177,86 € restant acquis au C.C.A.S., soit un total final de 355,47 €.

Cession véhicule utilitaire EXPRESS à JG DUCLOS

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 28 mars 2008, ce dernier a donné délégation à monsieur le maire pour décider, au nom de la Commune, de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600€, en vertu de l'article L.2122-22 du C.G.C.T.

Le conseil municipal est informé des opérations réalisées par le maire dans le cadre des délégations de pouvoir dans les conditions prévues par l'article L.2122-23 du CGCT.

La Commune souhaite se défaire le véhicule léger des Services Techniques suivant :

- RENAULT EXPRESS genre Camionnette
- immatriculé 1397 SF 47 le 17 novembre 1994
- date de 1ère mise en circulation : le 20 février 1991

en raison du fait qu'il n'est plus utilisable en l'état par les Services Techniques et qu'il demande des réparations trop coûteuses par rapport à son usage.

M. Jean-Guillaume DUCOS ayant formulé une demande en date du 16 juillet 2012 pour acquérir ce véhicule, le conseil est informé que monsieur le maire a accepté de le lui céder en l'état, au prix de deux euros.

Environnement : Approbation des actions à mettre en œuvre suite au Diagnostic – Agenda 21

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Par délibération en date du 21 novembre 2008, le conseil municipal a approuvé la feuille de route de l'Agenda 21, outil de la démarche de développement durable.

Conformément à cette feuille de route, et comme suite aux deux premières étapes (réalisation d'un état des lieux et diagnostic et concertation avec toutes les compétences locales), le conseil municipal est appelé à valider la liste des actions à mettre en œuvre à l'issue.

**Après avoir entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

24 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

PREND ACTE de l'avancement des deux premières étapes de l'Agenda 21 : réalisation d'un état des lieux, diagnostic et concertation avec toutes les compétences locales,

APPROUVE la liste des actions à mettre en œuvre à l'issue de ces étapes, selon le détail joint en annexe.

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12



DIAGNOSTIC ET FICHE D'IDENTITE DE LA VILLE

Aiguillon la cité du confluent

SOMMAIRE

1. Espaces et territoire

1.1 Paysage et Milieu physique

1.1.1 Paysage

1.1.1.1 la géographie physique

1.1.1.2 les entités paysagères

1.1.2 Géologie

1.1.3 Hydrogéologie

1.1.3.1 les aquifères alluviaux

1.1.3.2 les aquifères profonds

1.1.4 Climatologie et qualité de l'air

1.1.4.1 Températures

1.1.4.2 Précipitations

1.1.4.3 l'évapotranspiration potentielle

1.1.4.4 les vents

1.1.4.5 la qualité de l'air

1.2 Évolution de la ville et urbanisation

1.2.1 Histoire de la ville

1.2.2 Inscription de la ville dans le paysage

1.2.2.1 l'organisation progressive des espaces bâtis

1.2.2.2 la mise en place du réseau ferroviaire

1.2.2.3 le développement de la ville et la planification urbaine, le PLU

1.3 Patrimoine naturel - Espaces naturels et Espaces verts

1.3.1 Milieux aquatiques

1.3.2 Milieux terrestres

1.3.2.1 La faune

1.3.2.2 les prairies

1.3.2.3 les bois et les haies

1.3.2.4 les terres agricoles

1.3.3 Espaces verts urbains - Jardins publics

1.3.3.1 la description des espaces verts urbains

1.3.3.2 les espaces verts des résidences HLM

1.3.3.3 l'entretien et la gestion des espaces verts urbains : gestion raisonnée et le parc arboré

1.3.3.4 le fleurissements de la ville

1.3.3.5 les projets biologiques du service

1.3.3.6 les jardins familiaux

1.3.4 Risques naturels

1.3.4.1 les inondations

1.3.4.2 les autres risques

1.4 Patrimoine bâti et logement

- 1.4.1 Patrimoine bâti historique
 - 1.4.1.1 les monuments historiques
 - 1.4.1.2 le patrimoine archéologique
 - 1.4.1.3 la protection du patrimoine archéologique
- 1.4.2 Logement
 - 1.4.2.1 La typologie des constructions liées à l'habitat
 - 1.4.2.1.1 Les lotissements
 - 1.4.2.1.2 Le pavillon sur parcelle libre
 - 1.4.2.2 Le parc immobilier et son évolution
 - 1.4.2.3 L'évolution des prix en accession à l'immobilier
 - 1.4.2.4 Le logement social
- 1.4.3 Bâtiments communaux liés à des activités
 - 1.4.3.1 Les bâtiments administratifs
 - 1.4.3.2 Les établissements d'enseignements, d'accueil des jeunes enfants et de formation
 - 1.4.3.2.1 Les établissements d'enseignements des très jeunes enfants
 - 1.4.3.2.2 Les établissements d'enseignements primaires
 - 1.4.3.2.3 Les établissements d'enseignements secondaires
 - 1.4.3.2.4 Les établissements de formation
 - 1.4.3.3 Les établissements culturels touristiques et de réunions
 - 1.4.3.4 Les équipements sportifs
 - 1.4.3.5 La gestion et l'entretien des bâtiments communaux
 - 1.4.3.5.1 Les établissements recevant du public
 - 1.4.3.5.2 L'état, la gestion et l'entretien des bâtiments

1.5 Infrastructures

- 1.5.1 Infrastructures de transport
 - 1.5.1.1 Les infrastructures routières
 - 1.5.1.1.1 La départementale 813
 - 1.5.1.1.2 Les autres routes départementales
 - 1.5.1.1.3 Les aménagements cyclables
 - 1.5.1.2 Les autres infrastructures de transport
 - 1.5.1.2.1 Les infrastructures ferroviaires
 - 1.5.1.2.2 La voie navigable Lot- Garonne- Baïse
- 1.5.2 Infrastructures de communication
 - 1.5.2.1 Les technologies de l'information et de la communication
 - 1.5.2.2 La téléphonie mobile

1.6 Structuration et organisation du territoire

La Communauté de Communes du Confluent

Atouts, faiblesses et enjeux de la partie 1

2 Productions et échanges

2.1 Activités économiques

Les données générales

2.1.1 Activités économiques

2.1.1.1 L'attractivité du territoire

- 2.1.1.1.1 Une position privilégiée dans le département
- 2.1.1.1.2 Des services publics et privés
- 2.1.1.1.3 Un territoire desservi par les NTIC
- 2.1.1.1.4 Des disponibilités immobilières
- 2.1.2 Agriculture
 - 2.1.2.1 L'occupation de l'espace
 - 2.1.2.2 La prépondérance de la céréaliculture
 - 2.1.2.2.1 Les céréales
 - 2.1.2.2.2 Les fruits
 - 2.1.2.2.3 L'élevage
 - 2.1.2.3 Les agriculteurs
 - 2.1.2.3.1 Une population en diminution
 - 2.1.2.3.2 Une population vieillissante
 - 2.1.2.3.3 La cellule familiale ne constitue plus la cellule de production
- 2.1.3 Commerce et artisanat
 - 2.1.3.1 Les données générales
 - 2.1.3.2 Les commerces et artisans
- 2.1.4 Industrie
 - 2.1.4.1 Les données générales
 - 2.1.4.2 Les principales entreprises
 - 2.1.4.3 Les zones d'activités, la disponibilité de terrains équipés
- 2.1.5 Tourisme
 - 2.1.5.1 L'offre touristique
 - 2.1.5.2 L'impact économique de l'activité touristique
- 2.1.6 Services publics
 - 2.1.6.1 L'offre de services
 - 2.1.6.2 L'impact économique et social de l'activité des services publics
 - 2.1.6.3 Les critères de qualité des services publics municipaux

2.2 Les énergies

- 2.2.1 Production et desserte en gaz naturel et électricité
- 2.2.2 Consommations et économies d'énergie

2.3 L'eau potable et l'assainissement

- 2.3.1 Eau potable
 - 2.3.1.1 L'origine de l'eau
 - 2.3.1.2 Le traitement et la qualité de l'eau
 - 2.3.1.2.1 Le traitement de l'eau brute
 - 2.3.1.2.2 La qualité de l'eau
 - 2.3.1.3 La protection des captages et de l'eau
 - 2.3.1.3.1 La réglementation en vigueur sur la mise en place des périmètres de protection
 - 2.3.1.3.2 Les périmètres de protection des captages d'eaux souterraines et la protection de la prise d'eau
 - 2.3.1.4 La distribution de l'eau et les volumes consommés
 - 2.3.1.4.1 La distribution de l'eau
 - 2.3.1.4.2 Les volumes consommés
 - 2.3.1.5 L'accès à l'eau
 - 2.3.1.5.1 Le prix de l'eau
 - 2.3.1.5.2 Les impayés
 - 2.3.1.6 Les autres services
 - 2.3.1.7 L'information, la sensibilisation et la participation de la population à la gestion de l'eau
- 2.3.2 Assainissement
 - 2.3.2.1 L'assainissement collectif
 - 2.3.2.1.1 La collecte et le transport des eaux usées

- 2.3.2.1.2 Le traitement des eaux usées
- 2.3.2.1.3 Le prix de l'assainissement
- 2.3.2.2 Les indicateurs de performance du service
- 2.3.2.3 L'information, la sensibilisation et la participation de la population à la gestion de l'assainissement
- 2.3.2.4 L'assainissement autonome
- 2.3.3 Les eaux pluviales

2.4 Les déchets

- 2.4.1 Collecte des déchets ménagers
 - 2.4.1.1 La collecte des ordures ménagères
 - 2.4.1.1.1 L'organisation de la collecte des ordures ménagères résiduelles
 - 2.4.1.1.2 L'organisation des collectes sélectives
 - 2.4.1.2 Les déchetteries de Port Sainte Marie et de Damazan
 - 2.4.1.3 Les autres collectes sélectives
- 2.4.2 Traitement des déchets ménagers
 - 2.4.2.1 Le centre de tri de Nicole
 - 2.4.2.2 Le centre d'enfouissement de Nicole
- 2.4.3 Autres déchets
 - 2.4.3.1 Les déchets du commerce, de l'artisanat, industriels et agricoles
 - 2.4.3.2 La gestion des déchets municipaux
 - 2.4.3.2.1 Les déchets générés par l'activité des services administratifs
 - 2.4.3.2.2 Les déchets générés par l'activité des services techniques
- 2.4.4 Information, sensibilisation, participation de la population à la gestion des déchets

2.5 Nuisances, pollutions et risques

- 2.5.1 Nuisances, pollutions et risques liés à l'activité industrielle
- 2.5.2 Nuisances, pollutions et risques liés aux transports
- 2.5.3 Risque lié aux événements météorologiques
- 2.5.4 Risque inondations et crues
- 2.5.5 Risque de mouvements de terrains
- 2.5.6 Risque rupture de barrage

Atouts, faiblesses et enjeux de la partie 2

3 Population et Vie quotidienne

3.1 Population et Cohésion sociale

- 3.1.1 Population
 - 3.1.1.1 La démographie
 - 3.1.1.2 Les perspectives d'évolution de la population
 - 3.1.1.3 Les ménages
 - 3.1.1.4 Les résidents en habitat social
 - 3.1.1.4.1 L'état des lieux et de l'offre locative
 - 3.1.1.4.2 L'évolution de la demande
 - 3.1.2 Cohésion sociale et solidarité
 - 3.1.2.1 Le CCAS
 - 3.1.2.2 Les missions du CCAS
 - 3.1.2.3 Les actions
 - 3.1.3 Favoriser le développement des enfants dès la petite enfance
 - 3.1.3.1 La crèche
 - 3.1.3.2 Les structures d'accueil non permanent : le RAM

- 3.1.4 Le CLSH
 - 3.1.4.1 La description et les objectifs du CLSH
 - 3.1.4.2 La fréquentation du CLSH
 - 3.1.4.3 Activ' Ados au sein du CLSH
- 3.1.5 L'accueil périscolaire
- 3.1.6 Les services aux personnes âgées
 - 3.1.6.1 Les offres de services aux personnes âgées vivant à domicile
 - 3.1.6.2 Les structures d'accueil des personnes âgées
 - 3.1.6.3 Les personnes âgées et la cité
- 3.1.7 L'accueil des arrivants
- 3.2 Mobilité et accessibilité**
 - 3.2.1 Transports et déplacements
 - 3.2.1.1 La population et les migrations alternantes
 - 3.2.1.2 Les transports collectifs
 - 3.2.1.3 Les modes de circulation douce
 - 3.2.2 Accessibilité aux équipements et aux services
 - 3.2.2.1 L'accessibilité physique
 - 3.2.2.2 L'accessibilité temporelle
- 3.3 Éducation, formation, emploi**
 - 3.3.1 Éducation
 - 3.3.1.1 Données générales
 - 3.3.1.2 L'enseignement primaire
 - 3.3.1.3 L'enseignement secondaire
 - 3.3.2 Formation professionnelle et continue
 - 3.3.2.1 L'offre de formation
 - 3.3.2.2 Le niveau de formation de la population aiguillonnoise
 - 3.3.3 Emploi
 - 3.3.3.1 Données générales sur la population active
 - 3.3.3.2 Les catégories socio-professionnelles
 - 3.3.3.3 Le statut et les conditions d'emploi
 - 3.3.3.4 Impôts sur le revenu des foyers fiscaux
 - 3.3.3.5 Le chômage
- 3.4 Activités culturelles et sportives**
 - 3.4.1 Activités culturelles
 - 3.4.1.1 La Médiathèque
 - 3.4.1.2 L'école de musique du Confluent
 - 3.4.1.3 Le cinéma du Confluent
 - 3.4.1.4 Le CAM : centre d'animation municipal
 - 3.4.1.5 AFA : associations et festivités aiguillonnoises
 - 3.4.2 Activités sportives
 - 3.4.2.1 Les différentes associations sportives
 - 3.4.2.2 Les événements fédérateurs de l'activité associative
- 3.5 Vie associative, démocratie locale et participation**
 - 3.5.1 Vie associative
 - 3.5.1.1 Le tissu associatif
 - 3.5.1.2 Les besoins des associations
 - 3.5.2 Démocratie locale et participation

Atouts, faiblesses et enjeux de la partie 3 (voir annexe)

LEXIQUE

BIBLIOGRAPHIE

POINT DE DERNIERE MINUTE

Finances : Extension régie de recettes « Menues recettes »

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Une régie des recettes instituée auprès des services administratifs de la mairie, par délibération du 27 janvier 1984, permet l'encaissement des produits suivants :

- quête à mariage
- dons divers de faible importance
- droit de délivrance d'extraits de la matrice cadastrale et du plan
- droit de délivrance de copies de documents administratifs
- recettes procurées par la vente des recueils administratifs.

Afin de pouvoir encaisser les recettes provenant de la vente des objets promotionnels, il est proposé que la régie de recettes permette également l'encaissement de menues recettes diverses.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

24 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

Après avoir entendu en séance le rapport de M. le maire,

DECIDE d'étendre cette régie à l'encaissement de « menues recettes diverses ».

Publié le 04/10/12

Visa Préfecture le 05/10/12

Sont abordés les points divers suivants :

- opération « charte de communication des Artisans et commerçants »/ Syndicat mixte d'aménagement de la vallée du Lot
- réception des nouveaux arrivants le 28 septembre,
- colloque sur les semences paysannes,
- vide grenier et Miss Aquitaine organisés par l'AFA.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 heures 30.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean-Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET
(absente)

Jean-Pierre LACROIX

Éliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI

Hélène DE MUNCK

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE
(absente)

Cathy SAMANIEGO
(absente)

Isabelle DRISSI

Mohamed LAHSAÏNI
(absent)

Franck GAY

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ
(absente)

Brigitte CAMILLERI
(absente)

Alain REGINATO
(absent)